

Les subsides

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Madame la Présidente, l'organisation du Parlement et de ses comités rend très difficile aux députés qui ne font pas partie d'un comité, comme celui dont nous parlons aujourd'hui, d'être aussi bien informés et avertis des activités, dans le cas présent, de l'Office national du film, qu'on le souhaiterait.

J'interviens dans ce débat parce que je suis très intéressé, partisan et impressionné par l'oeuvre admirable accomplie par l'Office national du film au fil des années, en commençant par les années de la Seconde Guerre mondiale lorsqu'il a été organisé et dirigé par John Grierson et par un grand nombre de personnes que j'ai connues, dont certaines venaient de ma ville de Winnipeg, comme Gordon Burwash et plus tard Bernard Ostry.

Nous savons que les films de l'Office national du film traitent de tous les aspects de la vie canadienne, même des relations ouvrières-patronales. Nous avons vu récemment le film que l'ONF a fait sur Bob White, chef du syndicat des travailleurs canadiens de l'automobile. Il a traité des problèmes agricoles, de ceux inhérents aux villes ainsi que du racisme.

Je me souviens d'un film tourné il y a bien longtemps qui traitait de la discrimination dont souffraient les Noirs qui à cette époque-là habitaient à Dresden en Ontario, dont les grands-parents et les arrière-grands-parents étaient venus des États-Unis avant et pendant la guerre de sécession parce que Dresden était l'endroit où aboutissaient les esclaves qui s'échappaient des États-Unis. Nous savons combien de prix a remporté l'Office national du film et en combien d'occasions il a été honoré dans des concours nationaux et internationaux à des festivals de films.

Nous savons qu'à l'Office national du film, comme à la Société Radio-Canada et dans les industries privées de cinéma et de télévision, on emploie beaucoup plus de femmes maintenant qu'il y a quelques années. Cela ne signifie pas que nous sommes convaincus que les femmes occupent maintenant la place importante qui leur revient à l'Office national du film ou ailleurs.

Je vais dire un mot de la question de l'équité en matière d'emploi non seulement à l'Office national du film mais partout. J'ai eu l'occasion de passer environ 15 années de ma vie, avant et après mon arrivée au Parlement, à m'occuper avec le Congrès du travail du Canada de la question des préjugés et de la discrimination qui, dans ce pays, frappent toujours, quoique à un moindre degré, les gens de couleur, les femmes, les autochtones et les handicapés. C'est le mouvement syndical, en collaboration avec les groupes d'agriculteurs, les coopératives et les églises, qui a persuadé d'abord les provinces et ensuite le gouvernement fédéral à adopter des lois interdisant la discrimination en matière d'emploi et de logement et plus tard la Charte des droits.

Nous avons fait beaucoup de progrès mais il nous reste beaucoup à faire. Je veux dire à la secrétaire parlementaire que l'une des choses qui nous attristent le plus est le fait que la Loi sur l'équité en matière d'emploi dont le gouvernement conservateur est si fier est inefficace. Si on compare la loi

canadienne et la loi américaine, madame la Présidente, on constate très rapidement que la nôtre ressemble beaucoup à celle que le président Reagan voudrait avoir aux États-Unis. Autrement dit, elle repose sur l'acceptation volontaire. Ça ne fonctionnera pas. Aux États-Unis, où l'on a beaucoup plus d'expérience que nous en la matière, l'Association des industriels américains se dit très satisfaite de la loi actuelle. La loi américaine fixe un objectif aux entreprises. Elle leur dit qu'elles doivent engager plus de membres des groupes minoritaires, c'est-à-dire les gens de couleur, les handicapés et les femmes. On donne des buts aux compagnies. Un an plus tard, elles doivent faire rapport sur les progrès qu'elles ont accomplis en vue de les atteindre. Il n'y a pas de malentendus ni de méprises.

Si vous laissez les choses aller et que vous vous fiez à l'acceptation volontaire, il y aura des critiques parce qu'on n'aura pas fait quelque chose qu'on aurait dû faire. Le gouvernement n'a malheureusement pas pris le temps d'étudier la façon dont le système américain fonctionne et il agit d'une façon complètement différente qui, selon l'Association des industriels américains, ne fonctionnera pas, comme je l'ai dit. Elle ne fonctionnerait pas aux États-Unis et elle ne fonctionnerait pas au Canada.

Cela dit, je veux parler de l'Office national du film. Comme je l'ai dit bien des fois à la Chambre au cours des années que j'ai passées ici et au comité quand j'en étais membre, nous sommes heureux du travail accompli par l'Office national du film. Nous appuierions toute proposition du gouvernement actuel, comme nous l'avons fait pour le gouvernement précédent, visant à augmenter le budget de l'Office national du film pour l'encourager à se dépasser. Nous savons qu'à l'Office national du Film comme partout ailleurs, il n'y a pas suffisamment de femmes qui occupent des postes importants. Il n'y a pas encore suffisamment de personnes à l'emploi de l'ONF qui appartiennent aux minorités visibles. Il n'y a pas encore suffisamment de personnes handicapées. Cela vaut également pour chaque ministère et organisme de l'État ainsi que pour chaque employeur dans le secteur privé. Nous voulons que la situation change. Nous ne réclamons pas de contingents, mais nous affirmons qu'il faut appliquer une certaine discrimination à rebours.

Les groupes minoritaires, que ce soit les femmes, les handicapés, les groupes ethniques ou les personnes de couleur sont représentés au sein de l'Office national du Film comme partout ailleurs au Canada, mais ils sont sous-représentés. Nous ne prétendons pas qu'il faille les embaucher uniquement parce qu'ils sont des femmes, des handicapés, des personnes appartenant aux minorités visibles ou des autochtones, mais s'ils ont les qualités voulues pour remplir un emploi vacant, il faut alors leur donner un coup de pouce, sinon il s'écoulera au moins 100 ans avant qu'ils n'obtiennent leur juste représentation. Nous ne réclamons pas des contingents précis. Nous prétendons qu'il faut faire un effort spécial, et je ne vois rien de tel dans l'action du gouvernement.